

Les candidats gersois d'Occitanie Populaire se dévoilent sur l'agriculture, l'eau et le social

Avec un zoom de Danièle Lefebvre sur le social et particulièrement sur le RIC



Les candidats gersois d'Occitanie Populaire se dévoilent sur l'agriculture, l'eau et le social

Jeudi 3 mai dans l'après-midi au jardin Ortholan les candidats gersois de la liste « Occitanie populaire » ont tenu une conférence de presse portant essentiellement sur les thématiques dont l'agriculture, le social et l'eau (le programme complet est à trouver sur www.occitaniepopulaire.fr)

Pascal Lemieux, fervent défenseur du bien commun l'eau « ne saurait être livrée à des intérêts privés mais doit faire l'objet d'une gestion publique sous contrôle citoyen ». En résumé Occitanie populaire agira pour préserver les ressources en eau (sécurisation des captages et la restauration des zones humides), favorisera les reconversions agricoles (alternative aux pesticides et des cultures moins dépendantes de l'irrigation), aidera au passage en régies publiques de l'eau et l'assainissement, s'opposera à la privatisation de la gestion des barrages hydroélectriques et au projet Hercule de démantèlement d'EDF.

Concernant l'agriculture, Myriam Rimbert, numéro deux de la liste, insiste notamment sur l'annulation des dettes paysannes avec une contrepartie celle d'engagements pour la bifurcation écologique et l'agriculture bio.

Enfin, Danièle Lefebvre, experte judiciaire, prône pour un vrai pouvoir, elle s'en explique sur son communiqué ci-joint :

Démocratie et pouvoir au peuple : le RIC



L'abstention importante des citoyens lors des élections locales ou nationales est le symptôme que l'on peut analyser comme une défiance vis-à-vis du monde politique. Si on prête l'oreille au discours des gens, on entend que la plupart d'entre eux pensent que nous, les citoyens, ne devenons visibles que tous les 5 ans, 6 ans ou 4 ans, et ensuite nous sommes renvoyés à l'état d'objets ou de mineurs sous tutelle. Sans oublier le fait que les promesses électorales sont bien trop souvent bafouées. Tout cela cumulé fait que la plupart des français sont dans le mépris et la méfiance de la chose politique, ne se sentent plus représentés par leurs élus et renoncent à s'impliquer dans la vie politique locale ou nationale.

Il y a maintenant tout un travail à faire pour convaincre les français de leur compétence et de leur légitimité, car il est très facile de perdre la confiance mais bien plus difficile de la reconquérir.

Le collectif des Gilets Jaunes est venu nous rappeler que nous étions des citoyens, la répression qu'ils ont subie et la réponse qu'il leur a été faite à leur demande d'une consultation directe dans les décisions pour le pays, montrent bien que le gouvernement et un bon nombre de partis politiques veulent que la chose politique reste réservée à un sérail. Il nous faut donc retrouver des chemins démocratiques pour que nous soyons mieux associés à l'élaboration et le suivi des projets qui nous concernent, mais également que nous ayons un droit de regard sur le travail des élus.

La démarche d'Occitanie-Populaire est d'inclure dans le fonctionnement des institutions régionales 5 outils pour favoriser la participation citoyenne : L'information et la consultation des habitants, la co-production des projets, la concertation avec les maîtres d'ouvrage, et enfin la codécision.

Le Code Général des collectivités territoriales laisse une assez grande liberté juridique pour apporter ces changements, il est donc possible pour les élus de faire davantage entrer les citoyens dans le processus démocratique.

Il est remonté par des conseillers régionaux que dans la région Occitanie, la délibération est souvent impossible car la présidente exerce une hyper présidence où elle prend position sur tout, tous les jours, sans consulter les élus et qu'il y a un traitement inégalitaire dans l'exercice du mandat de certains élus.

Les propositions d'Occitanie Populaire sont :

Développer des conseils citoyens thématiques composés, entre autres, d'associations, de syndicats et de personnes volontaires tirées au sort.

Mettre en œuvre des RIC régionaux pour proposer ou abroger des questions précises après une période de débats.

Faire vivre le principe de révocabilité des élus de la majorité.

Et afin de rendre plus transparente et exemplaire l'action du Conseil Régional, Occitanie- Populaire propose :

Que les élus s'engagent via la signature d'une charte d'engagement démocratique, à respecter les consultations citoyennes.

Qu'une réponse systématique soit faite aux pétitions des citoyens lorsque ces dernières réunissent un nombre conséquent de signataires.

Rendre publique les statistiques d'assiduité des élus aux assemblées et commissions.

Mettre en place une instance de vigilance citoyenne du déploiement des projets et de l'action des élus.

Danièle Lefebvre

Voir aussi sur le Journal du Gers <https://lejournaldugers.fr/article/48482-occitanie-populaire-devoile-ses-candidats-gersois> et <https://lejournaldugers.fr/article/47163-elections-regionales-miriam-martin-lfi-est-allee-a-la-rencontre-des-auscitains>



P1690997.JPG